



## CHAPITRE 103

### Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal

[Sanctionnée le 26 juin 1974]

Préambule.

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Commission des écoles catholiques de Montréal et des instituteurs et institutrices à son emploi que certaines dispositions de la loi régissant le fonds de dotation créé pour le bénéfice de ces derniers soient modifiées;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1915, c. 38, a. 3, mod.

1. L'article 3 de la Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal (1915, chapitre 38), remplacé par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1921, modifié par l'article 3 du chapitre 43 des lois de 1925, remplacé par l'article 3 du chapitre 46 des lois de 1926 et par l'article 4 du chapitre 46 des lois de 1929 et modifié par l'article 1 du chapitre 109 des lois de 1954/1955, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

Fonds de dotation.

« 1. Il est loisible à la Commission administrative de la Commission des écoles catholiques de Montréal de créer un fonds de dotation pour les instituteurs et les institutrices laïques. »;

b) en ajoutant, à la fin, les paragraphes suivants:

Participation.

« 12. La participation au fonds de dotation est limitée aux instituteurs et institutrices laïques qui y participent au 30 juin 1974.

## CHAPTER 103

### An Act respecting The Montreal Catholic School Commission

[Assented to 26th June 1974]

Preamble.

WHEREAS it is in the interest of The Montreal Catholic School Commission and of the teachers of both sexes in its employ that certain provisions of the act governing the endowment fund established for the benefit of the latter be amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 3 of the Act respecting the Montreal Catholic School Commission (1915, chapter 38), replaced by section 8 of chapter 49 of the statutes of 1921, amended by section 3 of chapter 43 of the statutes of 1925, replaced by section 3 of chapter 46 of the statutes of 1926 and by section 4 of chapter 46 of the statutes of 1929 and amended by section 1 of chapter 109 of the statutes of 1954/1955, is again amended:

(a) by replacing subsection 1 by the following:

"1. The Montreal Catholic School Commission may establish an endowment fund for lay teachers of both sexes.";

(b) by adding at the end the following subsections:

"12. Participation in the endowment fund is restricted to lay teachers of both sexes participating therein on 30 June 1974.

Avis de cessation.	« 13. Tout instituteur ou institutrice laïque qui décide de cesser de participer au fonds de dotation doit signifier un avis écrit de sa décision à la Commission avant le 30 juin d'une année scolaire. La cessation de la participation à ce fonds prend effet à compter du 30 juin de l'année scolaire durant laquelle cet avis a été signifié à la Commission.	"13. Any male or female lay teacher who decides to cease from participating in the endowment fund shall give written notice of his or her decision to the Commission before 30 June of the school year. Cessation from participation in that fund becomes effective from 30 June of the school year in which the notice has been given to the Commission.	Notice of cessation.
Effet.	« 14. Cet avis exclut l'instituteur ou l'institutrice du fonds de dotation et le rend inadmissible à ce fonds.	"14. Such notice excludes the male or female teacher from the endowment fund and renders him or her unqualified for that fund.	Effect.
Remboursement.	Tout instituteur ou institutrice laïque qui décide de ne plus participer au fonds de dotation, après y avoir contribué pendant moins de cinq années, a droit au remboursement de sa retenue capitalisée et, dans ce cas, la Commission reprend sa contribution.	Any male or female lay teacher who decides to cease from participating in the endowment fund after having contributed thereto for less than five years is entitled to repayment of the amount retained, capitalized, and, in that case, the Commission shall take back its contribution.	Repayment.
Idem.	Tout instituteur ou institutrice laïque qui décide de ne plus participer au fonds de dotation, après y avoir contribué pendant cinq années ou plus, a droit au remboursement de sa part capitalisée.	Any male or female lay teacher who decides to cease from participating in the endowment fund after having contributed thereto for five years or more is entitled to repayment of his or her capitalized share.	Idem.
Délai de remise.	Le remboursement dû à l'instituteur ou à l'institutrice laïque en vertu du deuxième ou du troisième alinéa lui est versé par la Commission dans les quatre-vingt-dix jours de la fin de l'année scolaire durant laquelle l'avis a été signifié à la Commission.	The repayment owed to the male or female lay teacher in virtue of the second or third paragraph shall be paid to such teacher by the Commission within ninety days of the end of the school year in which the notice was served on the Commission.	Delay for repayment.
Privilèges, etc.	« 15. Les instituteurs et institutrices autres que laïques jouissent, à compter du 1 <sup>er</sup> juin 1969, des mêmes privilèges, droits et obligations que les instituteurs et institutrices laïques pour ce qui est du fonds de dotation. »	"15. The teachers of both sexes other than lay teachers shall enjoy from 1 June 1969 the same privileges, rights and obligations as the male or female lay teachers as regards the endowment fund."	Privileges, etc.
Instituteurs visés.	2. Le paragraphe 15 de l'article 3 du chapitre 38 des lois de 1915 ne s'applique qu'à ceux des instituteurs et institutrices visés à ce paragraphe qui sont à l'emploi de la Commission au 30 juin 1974.	2. Subsection 15 of section 3 of chapter 38 of the statutes of 1915 applies only to the male or female teachers contemplated in that subsection who are in the employ of the Commission on 30 June 1974.	Teachers contemplated
Entrée en vigueur.	3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.	3. This act shall come into force on the day of its sanction.	Coming into force.